



CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT

entre le Département de la Dordogne

la Fédération Départementale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole (FD CUMA)

et le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE 24)

Années 2022, 2023, 2024

ENTRE

Le Département de la Dordogne sis Hôtel du Département, 2, rue Paul Louis Courier - CS 11200 - 24019 PERIGUEUX Cedex, (SIRET n° 222 400 012 00019), représenté par le Président du Conseil départemental, **M. Germinal PEIRO**, dûment habilité à signer en vertu d'une délibération de la Commission permanente n° du 17 octobre 2022,

Ci-après désigné « le Département »,

D'une part,

ET

La Fédération Départementale des Coopératives d'Utilisation de Matériel Agricole de la Dordogne (FD CUMA 24) sise Boulevard des Saveurs, Cré@vallée Nord, Coulounieix-Chamiers - 24060 PERIGUEUX Cedex 9, (SIRET n° 41828311500016), représentée par son Président, **M. Florent CLAUDEL**,

Ci-après désignée « la FD CUMA de la Dordogne »,

D'autre part.

ET

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Dordogne (SDE 24), sise 7 Allée de Tourny, 24019 Périgueux, (SIRET n°252 401 476 0053), représenté par son Président, M. Philippe DUCENE,

Ci-après désignée « le SDE 24 »,

D'autre part.

PREAMBULE

En 2021, un partenariat Conseil Départemental, Fédération des CUMA (FD CUMA 24) et Syndicat des Energies (SDE 24) s'est bâti pour réaliser une étude de préfiguration et candidater au contrat de Développement Territorial des Energies Renouvelables Thermiques pour le territoire de la Dordogne auprès de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Ce dispositif a été nommé « Contrat de Développement Territorial Chaleur Renouvelable en Périgord ».

Concernant le pilotage de ce contrat, il a été acté que le Département se positionne comme opérateur territorial et travaille en lien étroit avec les partenaires techniques que sont la FD CUMA et le SDE 24.

Ce contrat est en gestion déléguée. En conséquence, l'opérateur territorial perçoit les fonds de l'ADEME et assure le suivi des fonds délégués.

Ce dispositif a pour ambition de développer, pour les trois ans à venir, sur le territoire de la Dordogne, un ensemble de projets d'énergies renouvelables thermiques issus d'une ou plusieurs filières :

- Biomasse avec du bois énergie : chaudières plaquettes et granulés de bois
- Solaire thermique pour l'eau chaude sanitaire, les piscines et les systèmes industriels
- Géothermie assistée d'une pompe à chaleur eau/eau
- Réseau de chaleur (création ou extension) associé à ces trois types d'énergies renouvelables thermiques et répondant à certains critères techniques.

La réalisation de grappes de projets énergies renouvelables thermiques, de puissance plus ou moins importantes, permet d'accéder, pour chacun, à des financements Fonds Chaleur ADEME.

Ce contrat est un contrat d'objectif. En conséquence, le Contrat de Développement Territorial s'appuie sur l'étude de préfiguration réalisée qui a permis de déterminer un objectif ambitieux de mobilisation de projets d'énergies renouvelables thermiques en Dordogne.

Dans le cadre de ce contrat, il est prévu que les projets de chaleur renouvelable envisagés par les maîtres d'ouvrages, qu'ils soient publics ou privés (hors particulier), soient accompagnés par des animateurs territoriaux. Cet accompagnement prend en compte les projets, de la phase de conception jusqu'au suivi de la performance technique.

Pour le territoire, les animateurs territoriaux sont la FD CUMA et le SDE 24.

- La FD CUMA de la Dordogne a pour objet de coordonner et de développer des actions inscrites dans une logique de développement durable du territoire. Elle coordonne également des actions autour de l'agro-équipement, l'environnement, les énergies renouvelables, la comptabilité, la formation et l'emploi. La FD CUMA a été, aux côtés du Département, à l'initiative du "Plan Bois-Energie et Développement Local" sur le département, en assurant dans un premier temps l'organisation, le suivi et la garantie d'approvisionnement en combustible puis en intervenant auprès des porteurs de projet du territoire.
- Le SDE 24 accompagne les communes et les EPCI de Dordogne dans la réalisation d'économies d'énergie sur leur patrimoine et est, à ce titre, labellisé « Conseil en Énergie Partagé » par l'ADEME. Il est également lauréat du programme national ACTEE (Action des Collectivités Territoriales pour l'Efficacité Énergétique). A travers la convention Paquet

Energies Climat signée avec les EPCI, le SDE 24 propose une chaîne de service d'ingénierie qui comprend en outre la réalisation de bilans et suivis des consommations d'énergie, la réalisation d'audits énergétique de bâtiments, d'études de faisabilité pour la chaleur renouvelable, l'accompagnement pour la mise en place du décret tertiaire, l'élaboration des plan climat Air Energie Territorial (PCAET).

En conséquence, le Département s'appuie sur la compétence de ces deux partenaires techniques pour animer et mettre en œuvre le Contrat de Développement Territorial Chaleur Renouvelable en Périgord, à l'échelle de la Dordogne, dans le cadre du partenariat définit ci-après :

ARTICLE 1er : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le Département et les deux partenaires techniques que sont la FD CUMA 24 et le SDE 24, agissant en qualité d'animateur territorial dans la mise en œuvre des projets de chaleur renouvelable attachés au Contrat de Développement Territorial Chaleur Renouvelable en Périgord.

La présente convention précise les conditions techniques, les conditions de financement, les montants, les conditions d'attribution et d'utilisation de l'aide accordée par le Département, aux deux partenaires techniques pour la mise en œuvre des projets.

L'animation territoriale concerne la durée du Contrat de Développement Territorial Chaleur Renouvelable en Périgord soit du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2024.

ARTICLE 2 : Détails des missions de chacun

➤ Le rôle du Conseil Départemental

En tant qu'opérateur territorial de ce contrat, le Conseil Départemental s'engage à :

- Garantir l'atteinte des objectifs en termes de durée de projets, de quantité, de qualité et de performances des installations,
- Être l'interlocuteur principal de l'ADEME,
- Gérer le conventionnement avec les porteurs de projets attributaires d'une aide du CDT,
- Gérer le suivi des appels de fonds et le versement des aides,
- Assurer le suivi financier des fonds délégués,
- Établir le bilan annuel du CDT.

Le Conseil Départemental assure le portage de l'accord cadre de partenariat avec l'ADEME, du contrat d'objectif attaché, ainsi que de la convention de délégation de gestion des fonds.

Pour réaliser ces missions, le Conseil Départemental met à disposition :

- Un mi-temps consacré à la coordination et au pilotage du dispositif du contrat avec, en outre, la promotion du dispositif, la mise en œuvre de partenariats avec les acteurs relais, l'animation des instances, l'instruction des demandes d'aide CDT, le suivi des dossiers, la rédaction des bilans

- Du temps du Service Administratif Financier (SAF) de la Direction de l'Environnement et du Développement Durable (DEDD) pour la partie gestion déléguée du contrat consistant à la réception et au traitement des demande d'aide, au versement des aides, au suivi financier du dispositif, à la préparation du rapport annuel ADEME.

➤ **Le rôle de la FD CUMA et du SDE 24**

Le Département et les deux partenaires techniques s'accordent dans le cadre de ce partenariat à confier à la FD CUMA et au SDE 24, d'une manière générale, les missions suivantes :

- L'animation, la concertation, l'émergence et la conduite de projets de chaleur renouvelable correspondant aux critères du Contrat de Développement territorial Chaleur Renouvelable en Périgord
- La réalisation de notes d'opportunité gratuites auprès des porteurs de projets potentiels
- L'accompagnement au suivi des études de faisabilité
- L'accompagnement des porteurs de projet, de la prise de décision jusqu'au suivi des installations en fonctionnement, dans un souci de qualité et de performance
- L'observation du développement des projets de chaleur renouvelable sur le territoire de la Dordogne
- La mise en œuvre d'actions de communication et de formation
- Les moyens nécessaires pour permettre l'atteinte des objectifs définis dans l'étude de préfiguration de ce dit contrat.

Dès lors, la FD CUMA et le SDE 24, en qualité de partenaires et animateurs territoriaux de ce contrat, s'engagent à :

- Affecter à l'animation les moyens humains envisagés dans le cadre de l'étude de préfiguration, soit 0.9 équivalent temps plein pour la FD CUMA et 1 équivalent temps plein pour le SDE 24
- Permettre à l'animateur de suivre les formations nécessaires, en tant que besoin
- Identifier, recenser et centraliser les projets : cette identification sera complétée également par les autres partenaires techniques
- Apporter son expertise et son accompagnement
- Accompagner les porteurs, d'un ou de plusieurs projets, tout au long du processus, de l'idée à l'exploitation des installations
- Assister les maitres d'ouvrage dans l'élaboration des dossiers de demande de subvention
- Analyser et préparer les dossiers qui seront présentés aux comités techniques et de pilotage
- Aider à établir les bilans annuels des actions conduites et notamment du suivi des installations financées, conformément aux demandes de l'ADEME
- Participer à la conception des outils de communication
- Relayer la communication à travers en autre les sites internet de deux partenaires techniques
- Animer et co-animer les manifestations
- Co-développer et alimenter les outils de pilotage de gestion technique et administrative
- Etablir un rapport annuel de l'animation
- Prendre part à l'évaluation du programme

- Garantir avec le Département l'atteinte des objectifs en termes de durée de projets, de quantité, de qualité et de performance des installations

ARTICLE 3 : Durée de la convention de partenariat

La présente convention prend effet à compter du 1^{er} janvier 2022 jusqu'au 31 décembre 2024.

ARTICLE 4 : Montant de la participation du contrat

Dans le cadre de l'étude de préfiguration du contrat de développement territorial chaleur renouvelable en Périgord, le budget total estimé pour l'animation pour les trois années du contrat est de 520 479.27 € réparti comme suit :

- 266 171.06 € pour la FD CUMA
- 129 428.30 € pour le SDE 24
- 124 879.90 € pour le Département

Le montant maximum attribué par l'ADEME dans le cadre du contrat d'objectifs n° 21NAD1279 relatif à l'animation est de **302 070 €** pour les trois années à répartir sur les trois entités (FD CUMA, SDE 24 et CD 24). Ce montant accordé par l'ADEME au Département pour ce contrat est calculé comme suit :

- Un montant fixe forfaitaire de **151 035 €** répartie comme suit :
 - o **Montant année 1 : 75 517,50 €**
 - o **Montant année 2 : 75 517,50 €**

Ces montants seront versés par l'ADEME au Département à réception des rapports d'avancement mentionnés à l'article 3 du contrat d'objectifs.

- Une part variable versée en fin d'année trois, représentant le restant, soit **151 035 €** versée selon les conditions suivantes :
 - o L'atteinte d'un minimum de 60 % sur chacun des objectifs fixés est nécessaire afin d'obtenir le versement de la part variable ;
 - o Au-delà de l'atteinte de 60 % de chacun des objectifs fixés, la part variable sera versée proportionnellement aux résultats obtenus sur l'objectif de production en MWh EnR.

La part variable sera versée après la réception d'une attestation d'atteinte des objectifs de résultats et le rapport final mentionné à l'article 3 du contrat d'objectifs.

Dès lors, ces mêmes taux et conditions s'appliqueront à la présente convention.

La répartition entre les trois entités se fera comme suit :

➤ Montant de la participation du contrat pour la FD CUMA

Le budget de la FD CUMA s'élève à 266 171 € sur la période de 2022 à 2024, correspondant à l'affectation de 0.9 équivalent temps plein.

Ce budget prévisionnel 2022 – 2024 a été établi de la façon suivante :

- Budget estimé à : 266 171 € pour 3 ans
- Autofinancement FD CUMA : 53 234 €
- Aide départementale maximale via les aides ADEME dans le cadre du contrat d'objectifs :
212 937 € pour 3 ans

En conséquence, le Département allouera à la FD CUMA une aide d'un montant prévisionnel maximum de **212 937 €**.

Cette aide sera composée de deux parts fixes et d'une part variable réparties comme suit :

- **Montant fixe pour 2022 et 2023**

Un montant fixe de **53 234 €**:

- o Dès réception par le Département du montant ADEME lié animation
- o Selon les conditions de versement mentionnées ci-dessous

- **Montant variable pour 2024**

Un montant variable prévisionnel de **106 469 €** sera alloué :

- o Au regard des conditions d'objectifs mentionnées ci-dessus
- o Dès réception par le Département du montant ADEME lié animation

➤ **Montant de la participation du contrat pour le SDE 24**

Le budget du SDE 24 s'élève à 129 428.30 € sur la période de 2022 à 2024, correspondant à l'affectation d'un équivalent temps plein.

Ce budget prévisionnel 2022 – 2024 a été établi de la façon suivante :

- Budget estimé à : 129 428 € pour 3 ans
- Autofinancement SDE 24 : 84 862 €
- Aide départementale maximale via les aides ADEME dans le cadre du contrat d'objectifs :
44 566 € pour 3 ans

En conséquence, le Département allouera au SDE 24 une aide d'un montant prévisionnel maximum de **44 566 €**.

Cette aide sera composée de deux parts fixes et d'une part variable réparties comme suit :

- **Montant fixe pour 2022 et 2023**

Un montant fixe de **11 141 €**:

- o Dès réception par le Département du montant ADEME lié animation
- o Selon les conditions de versement mentionnées ci-dessous

- **Montant variable pour 2024**

Un montant variable prévisionnel de **22 284 €** sera alloué :

- o Au regard des conditions d'objectifs mentionnées ci-dessus

- o Dès réception par le Département du montant ADEME lié animation

➤ **Montant de la participation du contrat pour le CD 24**

Le budget du CD 24 s'élève à 124 879 € sur la période de 2022 à 2024, correspondant à l'affectation d'un 0.5 équivalent temps plein et du temps du SAF.

Ce budget prévisionnel 2022 – 2024 a été établi de la façon suivante :

- Budget estimé à : 124 879 € pour 3 ans
- Autofinancement CD 24 : 80 313 €
- Aide départemental maximale via les aides ADEME dans le cadre du contrat d'objectifs :
44 566 € pour 3 ans

En conséquence, le Département recevra une aide d'un montant prévisionnel maximum de **44 566 €**.

Cette aide sera composée de deux parts fixes et d'une part variable réparties comme suit :

- **Montant fixe pour 2022 et 2023**

Un montant fixe de **11 141 €**:

- o Dès réception par le Département du montant ADEME lié animation
- o Selon les conditions de versement mentionnées ci-dessous

- **Montant variable pour 2024**

Un montant variable prévisionnel de **22 284 €** sera alloué :

- o Au regard des conditions d'objectifs mentionnées ci-dessus
- o Dès réception par le Département du montant ADEME lié animation

ARTICLE 5 : Modalités de versement

L'aide du Département interviendra de la manière suivante en fonction des actions réalisées et des dispositifs régissant ces aides :

- **Pour les bénéficiaires :**

- o Chaque année selon les conditions mentionnées ci-dessus. Les documents demandés par l'ADEME seront co produits par les 3 entités que sont le Département, le SDE 24 et la FD CUMA.

En outre, les versements de l'aide sont conditionnés au respect des modalités de mise en œuvre convenues :

- o Un engagement effectif des moyens attesté par le rapport d'activité et constaté lors de la tenue des réunions

o Une justification de dépenses au vu d'un état récapitulatif des dépenses

Le Département se réserve la possibilité de procéder au rappel des sommes versées, au titre de la présente convention, en cas de non atteinte des objectifs fixés sur la base des indicateurs retenus, tel que définis en annexe technique.

- **Pour l'ordonnateur :**

L'aide pourra être versée sur production par le service ordonnateur d'un certificat de paiement attestant la réception des justificatifs nécessaires au contrôle de la réalisation et du coût des travaux subventionnés.

Le versement de la prestation s'effectuera par mandat administratif à compter de la notification de la présente convention et après transmission au Département du Bilan compte de résultat annexe du dernier Exercice réalisé, daté et certifié exact par **le Président, ou le Commissaire aux Comptes**, faisant apparaître le détail des subventions publiques obtenues et sera versé aux opérateurs techniques au titre de l'animation.

ARTICLE 6 : Contrôles du Département

6.1 : contrôle administratif et financier

Chacun des animateurs territoriaux s'engagent à fournir un bilan compte de résultat annexe certifié par le Président, ou le Commissaire aux Comptes, faisant apparaître le détail de l'ensemble des subventions perçues dans les 6 mois de la clôture des comptes.

En outre, il est demandé aux animateurs territoriaux de produire le compte-rendu financier de l'action afin d'attester de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention dans les six mois maximums suivant la fin de l'action.

Chacun des animateurs territoriaux s'engagent à désigner un **Commissaire aux Comptes** qui ne peut en aucun cas être son Expert-comptable si le total des aides publiques qu'elle a reçu est supérieur à 153 000 €

6.2 : autre contrôle

Chacun des animateurs territoriaux s'engagent à faciliter, à tout moment le contrôle par le Département de la réalisation des objectifs et de l'utilisation des subventions reçues, notamment par l'accès à toute pièce justificative ou tout autre document dont la production serait indispensable.

Le cas échéant, une visite de contrôle de la réalisation du projet pourra être effectuée par les Services départementaux.

ARTICLE 7 : Evaluation de l'action

La mission fera l'objet d'un suivi permanent par la FD CUMA, le SDE 24 et le Service de l'Aménagement de l'Espace et de la Transition Energétique du Conseil départemental, au moyen de l'actualisation régulière et partagée d'un tableau de bord et de réunions hebdomadaire régulières.

Les résultats seront présentés sous la forme d'un Compte-Rendu annuel d'activité remis au Service de l'Aménagement de l'Espace et de la Transition Energétique du Conseil départemental. Des Rapports intermédiaires pourront être présentés à la demande du Département.

ARTICLE 8 : Publicité de la prestation

Chacun des animateurs territoriaux s'engagent à faire mention du soutien apporté par l'ADEME et le Département de la Dordogne dans toutes ses actions de communication engagées, en particulier en faisant figurer le logo chaleur renouvelable en Périgord sur les affiches, dépliants, programmes et site Internet.

ARTICLE 9 : Obligation d'information du Département

En vue de l'évaluation des résultats de l'opération, chacun des animateurs territoriaux s'engage à répondre aux demandes d'informations souhaitées par le Département de la Dordogne et à prévenir ce dernier de tout événement d'importance, relatif à sa situation, susceptible de venir altérer l'économie de la présente convention et de remettre en cause l'aide financière du Département de la Dordogne, et notamment en cas de difficultés financières ou de mise en redressement judiciaire.

ARTICLE 10 : Assurance – Responsabilité

Chacun des animateurs territoriaux conserve l'entière responsabilité du fonctionnement de ses activités, des personnels et bénévoles concourant à la réalisation de ses actions. Ils s'engagent à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile notamment.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

ARTICLE 11 : Impôts – Taxes – Dettes – Respect des réglementations

Chacun des animateurs territoriaux fait son affaire personnelle de tous les impôts, taxes, cotisations et redevances de quelque nature qu'ils soient. Il en est de même pour toute dette ou engagement pouvant avoir des conséquences financières.

Ils s'engagent, en outre, à être en règle avec les Services de l'URSSAF et les Services fiscaux concernés par son activité.

La responsabilité du Département ne pourra en aucun cas être recherchée.

Article 12 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant.

Toute demande d'avenant devra faire l'objet d'un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause, et toutes les conséquences qu'elle emporte.

L'avenant précise les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause ses objectifs généraux.

ARTICLE 13 : Restitution de la prestation

Nonobstant les dispositions de l'article 14 (clauses de résiliation), s'il apparaît au terme des opérations de contrôle financier que la prestation a été partiellement ou totalement utilisée à des fins non conformes, le Département de la Dordogne se réserve le droit le cas échéant, et après avoir entendu chacun des animateurs territoriaux, de mettre fin à l'aide accordée et d'exiger le reversement des sommes reçues assorties d'intérêts au taux légal à compter de la date de réception des fonds par la FD CUMA et le SDE 24, bénéficiaires.

Le reversement total ou partiel de la prestation ou l'interruption de son versement peut être décidé à la demande de l'un des animateurs territoriaux lorsque celui-ci ne souhaitent pas poursuivre le programme et sollicitent la résiliation de la convention.

Le reversement est effectué par l'animateur territorial concerné après réception du titre de recette émis par M. le Payeur départemental dans les délais légaux impartis.

ARTICLE 14 : Résiliation de la convention

Le Département pourra résilier de plein droit la présente convention et demander la restitution de tout ou partie de la prestation versée en cas de non-respect par l'un des animateurs territoriaux de ses engagements contractuels, de faute grave de sa part et après une mise en demeure restée sans effet à l'issue d'un délai de 15 jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La convention peut également être dénoncée par l'un des animateurs territoriaux en respectant un préavis de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 15 : Règlement des litiges

En cas de litige résultant de l'exécution de la présente convention, les Parties décident de rechercher un règlement amiable préalablement à tout recours contentieux.

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention relèvent de la compétence exclusive du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Article 16 : Liste des annexes

Les annexes énumérés ci-dessous font partie intégrante de la présente convention.

- **Annexe 1** : convention de mandat N°21NAD1237 conclus entre le Département de la Dordogne et l'ADEME et faisant référence pour la présente convention

- **Annexe 2** : contrat d'objectif N° 21NAD1279 conclus entre le Département de la Dordogne et l'ADEME et faisant référence pour la présente convention.

Fait en trois exemplaires originaux.

A Périgueux, le

**Pour la Fédération Départementale
Des CUMA de la Dordogne,**

Le Président,

Florent CLAUDEL

Pour le Département de la Dordogne,

**Le Président du Conseil
départemental,**

Germinal PEIRO

**Pour Le Syndicat Départemental
D'Energies de la Dordogne,**

Le Président,

Philippe DUCENE